

ALLIANCE NATIONALE POUR LE CHANGEMENT

ANC

367, Rue Koutimé Quartier Bè-Kamalodo 06 BP 6123 Tél. : 22 41 20 89 Lomé, Togo www.anctogo.com Email : secgen@anctogo.com

MESSAGE A LA NATION

Mes Chers compatriotes,

Notre pays vit une crise sociopolitique qui s'aggrave considérablement au fil du temps, pour constituer aujourd'hui, faute d'une réelle volonté de règlement juste et durable, une source de blocage absolu du progrès social, de l'épanouissement et du bien-être des Togolaises et des Togolais.

En effet, depuis plus de cinq décennies, le Togo est pris en otage par une dictature qui érige l'impunité, les coups de force et le tribalisme en mode de gouvernement. Le pays est mis en coupe réglée et plongé dans la tourmente, dans une spirale de violence politique, de déni de droits et de justice, de violations massives des droits de l'homme, de mensonge, de délation, de falsification, de pillage et de bradage des richesses nationales.

C'est dans ce contexte de mal gouvernance et d'imposture, que les populations togolaises, déjà fragilisées par la précarité, la misère et la mendicité, sont frappées, ce mois de janvier 2013, par des incendies qui ont dévasté les marchés de Kara, de Lomé et d'autres localités du pays, sans que les pouvoirs publics, manifestement défaillants, puissent apporter des secours appropriés pour maîtriser les feux ou protéger et sauver les marchandises.

Depuis cette tragédie, nous ne manquons aucune occasion pour exprimer notre solidarité et procurer un réconfort moral à toutes les victimes de ces incendies, à toutes les femmes revendeuses des marchés détruits. L'ANC, par ma voix, renouvelle une fois encore sa compassion à toutes les personnes sinistrées, à leurs familles et à leurs proches.

Le changement et la bonne gouvernance, auxquels nous aspirons tous, ont notamment pour finalité, non seulement la prévention de telles catastrophes, mais aussi et surtout la réparation des torts, dommages et autres spoliations infligés aux populations togolaises depuis tant d'années, par l'incurie du régime RPT/UNIR.

Mes chers compatriotes,

Soyons clairs: aucun dirigeant ou militant de l'ANC, aucun dirigeant ou militant du CST, n'est, ni de près ni de loin, mêlé aux incendies des marchés de Kara, de Lomé ou des autres localités du pays. C'est donc sous des accusations fallacieuses, grossièrement montées à partir de dénonciations calomnieuses, c'est-à-dire sans aucune preuve que, dès le lendemain des incendies, des dirigeants et militants de l'opposition sont arrêtés et détenus par les services de la gendarmerie nationale.

Les populations togolaises ne sont pas dupes. Elles comprennent parfaitement la situation et leur conviction est faite car elles connaissent les méthodes et les pratiques qui permettent au régime RPT/UNIR de se maintenir au pouvoir.

C'est pourquoi, tout en saluant la vigilance dont elles font preuve, nous réitérons aux populations togolaises, notre gratitude pour le soutien qu'elles ne cessent de nous apporter.

Nous continuons donc d'exiger, non seulement la libération immédiate de toutes les personnes encore détenues dans le cadre de cette affaire, mais aussi la mise en place sans délai d'une commission d'enquête internationale indépendante pour déterminer les vraies causes de ces incendies, en identifier les vrais auteurs et situer les responsabilités quant aux défaillances des secours et interventions d'urgence.

Nous dénonçons et condamnons avec fermeté, la stratégie de la violence et de la terreur que le système RPT continue de mettre en œuvre en désignant un bouc émissaire pour protéger les vrais criminels

Nous dénonçons et condamnons avec fermeté cette stratégie de la violence et son cortège d'incendies criminels, de violations de la Constitution et des lois, de violations des droits et libertés des citoyens, d'assassinats politiques, de massacres de populations, d'exécutions sommaires et de disparitions de personnes, d'enlèvements, de tortures, de mutilations, de répression sanglante des manifestations publiques pacifiques, de bâillonnement et de musellement des médias.

Nous dénonçons et condamnons avec fermeté cette stratégie de la violence destinée à écraser les populations togolaises et à briser la jeunesse, toutes massivement mobilisées et déterminées à réaliser l'alternance et le changement.

Nous dénonçons et condamnons avec fermeté cette stratégie de la violence qui a permis d'infliger quarante jours de souffrance à notre collègue KODJO Agbéyomé, dont la libération démontre la vacuité des accusations portées contre les dirigeants et les militants du CST.

Nous dénonçons et condamnons avec fermeté cette stratégie de la violence qui se traduit par le harcèlement et l'inculpation des trois avocats, membres du bureau du CST, après les nombreuses interpellations arbitraires et illégales de dirigeants et militants de l'opposition, dans le but de décapiter la mobilisation populaire et la contestation, d'échapper à un dialogue politique sérieux et d'écarter les forces démocratiques des prochaines élections.

C'est le lieu de marquer notre pleine solidarité avec le Coordonnateur Général du CST, Me Ata Messan Zeus AJAVON, le Rapporteur Général, Me Raphaël ADZARE-KPANDE et le Trésorier Général-Adjoint, Me Gil-Benoît AFANGBEDJI, pour leur courage et leur foi en la lutte que nous menons.

Mes chers compatriotes,

N'ayez pas peur ! N'ayons pas peur de revendiquer nos droits légitimes.

Le déni d'État de droit, ainsi que les violations massives et répétées des droits de l'homme, qui sont au cœur de la crise togolaise, interpellent chaque citoyen et justifient pleinement l'implication des Organisations de Défense des Droits de l'Homme dans toute initiative de sortie de crise.

Nos revendications légitimes sont définies dans la plate-forme du CST, en date du 04 juin 2012, transmise au gouvernement et largement médiatisée. Ce document, soutenu par l'ensemble des populations togolaises, identifie les vrais problèmes de notre pays et envisage les vraies solutions.

L'heure est donc venue de faire face avec courage et détermination, au règlement de la crise togolaise par un dialogue politique sérieux et responsable, c'est-à-dire un dialogue politique structuré, franc et serein, dans un climat sociopolitique apaisé et assaini.

A cet égard, je réaffirme notre attachement à un tel dialogue, mettant face à face, les véritables protagonistes de la crise, à savoir le pouvoir (RPT/UNIR-UFC) et l'opposition (FRAC/CST-Coalition Arc-en-ciel).

Ce dialogue, qui implique le respect des engagements pris et des accords signés, permet l'adoption et la mise en œuvre consensuelles des réformes constitutionnelles et institutionnelles contenues dans l'Accord Politique Global (APG), ainsi que l'amélioration du cadre électoral. Son caractère formel et transparent est en soi une garantie de bonnes fins.

Pour la préparation et l'organisation consensuelles des consultations électorales, il convient de mettre en place notamment, une CENI équilibrée, un découpage électoral équitable, un fichier électoral fiable à partir d'un nouveau recensement électoral, des procédures de résultats sécurisées et transparentes.

Il est souhaitable que les travaux soient conduits par un médiateur extérieur qui, pour conclure les discussions sur les différents points, aura comme repères les standards internationaux généralement admis en matière d'État de droit et de respect des droits de l'homme.

L'ANC n'entend prendre part à aucun simulacre de dialogue !

L'objectif primordial de l'ANC et des autres partis politiques de l'opposition, est d'ouvrir la voie à une alternance démocratique, à travers la mise en œuvre consensuelle des réformes politiques nécessaires à l'instauration de l'État de droit, de la démocratie et de la bonne gouvernance au Togo.

Pour cela, nous comptons, non seulement sur les populations togolaises massivement mobilisées à cet effet, mais aussi sur l'assistance de tous les partenaires et amis du Togo et sur l'indispensable accompagnement de la communauté internationale, particulièrement l'Union Européenne.

Nous nous félicitons du soutien unanime de la communauté internationale et nous saluons les efforts déployés par les uns et les autres pour enclencher une dynamique d'apaisement dans le pays. En dénonçant l'arbitraire manifeste des arrestations, en demandant la libération immédiate des personnes arrêtées, et en appelant à la tenue d'un dialogue sérieux et inclusif ainsi qu'à l'organisation consensuelle des prochaines élections, la communauté internationale et les amis du Togo se situent dans la droite ligne de nos revendications et démontrent ainsi la légitimité et le bien fondé de nos exigences.

Nous nous félicitons tout particulièrement de la récente mission conduite au Togo par l'Union Interparlementaire (UIP), sur la question des neuf députés ANC révoqués de leur mandat parlementaire. Cette mission, illustre la volonté de la prestigieuse institution, de ne pas laisser impunie, la forfaiture commise. Elle démontre également l'attachement de l'UIP au rétablissement des députés dans leurs droits.

Je ne saurai terminer mon propos sans rendre un vibrant hommage à l'engagement et au courage de tous les compagnons de lutte, hommes et femmes, dirigeants et militants, abusivement embastillés ou portés disparus dans cette pathétique affaire d'incendie. Ils sont nombreux.

ADJA Gérard, AGNITEY Massana Eso (Alias Guillaume Soro), AKPOVI Tairou, ATHILEY Apollinaire, BODE Tchakoura, DOGBEVI Suzanne Kafui Nukafu, EKLOU Jean, KPOGO Alphonse, NAPO Tchou, OURO-AKPO Tchagnaou, SENOU Hervé et tous les autres, vous êtes des détenus politiques. Vous êtes les otages d'un régime rétrograde.

Nous partageons vos souffrances et celles de vos familles. Nous ressentons comme vous, les brimades et les humiliations. Nous éprouvons la colère et la révolte qui bouillonnent en vous, face à la calomnie et à la diffamation, face à l'arbitraire et à l'injustice. Nous sommes confiants que vous serez bientôt délivrés des chaînes scélérates de l'imposture.

Mes chers compatriotes,

C'est ensemble avec vous et avec tous ces braves et vaillants compagnons de lutte, que l'ANC et les forces démocratiques entendent mettre fin à la dictature.

Pour cela, nous assurons le peuple togolais tout entier, qu'aujourd'hui plus que jamais, ni la lassitude ni l'abandon, ni la trahison ni la défection, ni la répression aveugle ni les tentatives de déstabilisation, d'où qu'elles viennent, ne sauraient avoir raison de notre détermination à poursuivre le combat pour libérer le Togo, pour sauver le Togo.

Que Dieu vous protège tous !

Et que Dieu protège notre cher pays, le Togo !

Lomé, le 6 mars 2013

Jean-Pierre FABRE

Président National de l'ANC